

Rencontres des Présidents des Régions Ultrapériphériques

Las Palmas - 03 février 2002

Communication

Les Présidents des Régions Ultrapériphériques et leurs représentants réunis le 3 février 2002 à l'invitation de Monsieur Román RODRÍGUEZ , Président du Gouvernement des Canaries, remercient chaleureusement la Présidence de l'Union Européenne pour l'initiative qu'elle a prise d'organiser leur Rencontre avec les Secrétaires d'Etat de l'Espagne, de la France et du Portugal et la Commission Européenne.

Dans la perspective de l'élargissement et dans le contexte de la globalisation, l'Union Européenne s'est engagée dans des débats décisifs pour son futur: débat «constitutionnel » qui sera préparé par la Convention définie à Laeken, révision de certaines politiques comme la PAC, la PCP ... et bien, sur réforme de la politique régionale. Ces débats ouverts à tous les niveaux de responsabilité et aux citoyens convergent pour faire de 2004 une étape cruciale.

1. S'agissant de la future politique régionale:

Les Présidents des RUP, conformément à la décision de leur VIIème Conférence à Lanzarote, remettront à Monsieur le Commissaire Barnier et à leurs Etats une contribution rappelant leur attachement à la politique de cohésion.

A ce stade du débat, trois orientations paraissent fondamentales:

- Les ambiguïtés du Rapport, en particulier sur la confusion "RUP-Iles", doivent être levées. C'est un enjeu fondamental pour l'avenir.



- Pour des raisons objectives l'ultrapériphérie doit être considérée comme un caractère suffisant pour l'éligibilité prioritaire aux Fonds structurels. Aussi, dans le cadre de la réalisation du troisième rapport sur la cohésion économique et sociale, la Commission européenne se doit de lancer une étude pour évaluer les coûts de l'ultrapériphérie, la situation des facteurs qui affectent la compétitivité et la capacité de ces régions à assurer leur développement durable à court terme.
- Enfin, il est décisif de souligner l'importance d'une stratégie globale pour l'ultrapériphérie et donc de la cohérence des politiques de l'Union à leur égard. Toutes les politiques - en particulier dans le domaine des aides d'Etat, de la fiscalité, du transport, des nouvelles technologies de l'information doivent contribuer à la cohésion économique, sociale et territoriale.

Pour suivre l'élaboration du Troisième Rapport de la Cohésion Economique et Sociale, un groupe de travail ad hoc est créé par les RUP.

2. S'agissant du débat "constitutionnel":

Les Présidents des RUP considèrent que ses conclusions influenceront aussi sur la place des leurs régions dans la future Union élargie et sur l'adaptation souhaitée de la future politique régionale à leurs réalités.

La question des compétences sur la base du principe de subsidiarité décidera de la place des Régions dans le processus décisionnel. Celle de la simplification du Traité peut avoir pour conséquence la "dévaluation" de l'article 299 § 2 ou au contraire sa consolidation.

Aussi, les Présidents des RUP mandatent le Président de leur Conférence pour prendre les initiatives nécessaires en particulier auprès de la Présidence de la Convention et du Comité des Régions, afin de participer à ce débat également important pour l'avenir de l'Ultrapériphérie.





3. S'agissant, de la mise en œuvre immédiate de l'article 299§2:

Les Présidents constatent qu'elle est entrée dans une phase sensible touchant au domaine de la concurrence, de la fiscalité, du transport, de l'environnement des nouvelles technologies de l'information et de la recherche et développement. Ce sont les décisions de cette période qui feront de l'article 299§2, un instrument de défense des acquis ou mieux la base juridique permettant le "*saut qualitatif*", cette stratégie globale de développement annoncée dans le rapport du 14 mars 2000 par la Commission.

Dans tout ce contexte, les Présidents des RUP ont pris acte de l'engagement manifesté par la Présidence espagnole de l'Union qui a inscrit dans son programme de travail la question des RUP avec en perspective une expression du Conseil Européen de Séville, Conseil où le Président de la Convention présentera aussi les conclusions de sa consultation sur l'avenir de l'Europe.

Aussi, ils tiennent à exprimer leurs plus vifs remerciements à Monsieur Son Excellence le Président du Gouvernement Espagnol, José M^a AZNAR, qui leur fera l'honneur de les recevoir en audience pour entendre les préoccupations de leurs Régions.

Régions dont l'apport à l'objectif de l'Union de promouvoir dans le Monde un développement durable, équitable, et respectueux des cultures de tous, peut être exemplaire.